



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/7
15 avril 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL: ENGLISH

COMITE EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-douzième réunion
Montréal, 12 – 16 mai 2014

**RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT
DE PROJETS D'ACCORDS PLURIANNUELS DE 2014**

Contexte

1. Le Secrétariat a préparé ce document afin d'offrir au Comité exécutif un aperçu des résultats communiqués dans les rapports d'achèvement de projets (RAP) d'accords pluriannuels reçus au 28 février 2014¹.

Aperçu des rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels reçus

2. Les agences bilatérales et d'exécution n'ont soumis que 21 rapports d'achèvement de projets (RAP) d'accords pluriannuels sur les 101 accords pluriannuels achevés, ce qui laisse 80 rapports en souffrance, comme indiqué dans le tableau 1. La liste des 21 rapports d'achèvement de projet est jointe à l'annexe I au présent rapport. Le Secrétariat a examiné les rapports d'achèvement de projet soumis, plus particulièrement les budgets et les dépenses, l'élimination réalisée, les retards dans la mise en œuvre, l'évaluation générale et les enseignements tirés.

Tableau 1. Aperçu des projets d'accords pluriannuels

Agence principale	Projets d'accords pluriannuels achevés	Nombre de RAP reçus pour les accords pluriannuels achevés	RAP d'accords pluriannuels en souffrance
Canada	2	0	2
France	3	0	3
Allemagne	9	4	5
Japon	1	0	1
PNUD	16	4	12
PNUE	29	4	25
ONUDI	26	9	17
Banque mondiale	15	0	15
Total	101	21	80

Budget et dépenses

3. Le tableau 2 révèle que les dépenses réelles globales des 21 rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels représentent 99,9 p. cent des dépenses prévues, ce qui témoigne de certaines économies. Ces données devront être confirmées lors de la publication des rapports financiers finaux.

Tableau 2. Budget approuvé et chiffres réels

Agence principale	Nombre de RAP d'accords pluriannuels	Financement des accords pluriannuels selon les ententes (\$US)	Sommes approuvées pour les accords pluriannuels (\$US)	Sommes décaissées pour les accords pluriannuels (\$US)
Allemagne	4	1 729 530	1 729 530	1 729 530
PNUD	4	3 879 894	3 928 725	3 928 193
PNUE	4	2 584 000	2 547 986	2 547 986
ONUDI	9	52 980 075	52 932 010	52 884 299
Total	21	61 173 499	61 138 251	61 090 008

¹ Une version préliminaire du document a été acheminée aux agences bilatérales et d'exécution. Leurs commentaires ont été pris en considération lors de la préparation du document final.

Élimination des SAO réalisée

4. L'élimination des SAO déclarée dans les 21 RAP d'accords pluriannuels est conforme aux prévisions, dans la plupart des cas, comme indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3. Élimination des SAO

Agence principale	Nombre de RAP d'accords pluriannuels	Élimination des SAO prévue dans l'accord	Élimination des SAO approuvée (inventaire)	Élimination réelle des SAO (rapport périodique)*
Allemagne	4	116,0	116,0	100,4
PNUD	4	326,6	354,5	354,5
PNUE	4	224,2	243,2	285,2
ONUDI	9	15 981,3	15 784,8	15 652,9
Total	21	16 648,1	16 498,5	16 393,0

* Au 31 décembre 2012

Retards dans la mise en œuvre

5. Douze des 21 RAP d'accords pluriannuels font état de retards variant de trois à 32 mois, de quatre accords pluriannuels menés à terme avant la date prévue et de cinq accords pluriannuels achevés à la date prévue, comme indiqué dans le tableau 4. Les RAP révèlent que 47,6 p. cent des accords pluriannuels ont connu des retards de plus de 12 mois.

Tableau 4. Durée moyenne et retards dans la mise en œuvre des accords pluriannuels

Agence principale	Nombre de RAP d'accords pluriannuels	Durée moyenne (mois)	Retard moyen (mois)
Allemagne	4	72,81	15,73
PNUD	4	62,41	3,31
PNUE	4	49,78	6,18
ONUDI	9	67,31	10,28
Total	21	64,09	9,21

Causes des retards

6. Les retards ont le plus souvent été attribués à l'agence principale ou coopératrice, des facteurs extérieurs (trois RAP), un faible décaissement des fonds (trois RAP) et des retards causés par les fournisseurs (trois RAP).

7. Les RAP d'accords pluriannuels décrivent les retards dans la mise en œuvre des projets. Des échanges plus poussés, des activités de sensibilisation et l'intervention des agences d'exécution ont contribué à régler les problèmes dans la plupart des cas.

8. Dans quelques pays, la mise en œuvre a été retardée à cause de problèmes liés aux achats. Par exemple, au Kirghizistan, le manque d'équipement compatible avec le système précédent a forcé la reprise du processus d'appel d'offres. En 2007, lors de l'appel d'offres initial, le Bureau national de l'ozone a demandé de l'équipement de récupération et recyclage compatible avec les outils déjà fournis dans le cadre du plan de gestion des frigorigènes. Malheureusement, l'équipement de récupération et de recyclage fourni pour les appareils de réfrigération domestique/commerciale et pour les climatiseurs d'automobile était de modèle plus récent. Un comité d'achat régional a dû intervenir pour régler la question. Le processus a pris plus de temps que prévu.

9. Le retard en République de Moldavie a été causé par des difficultés à mettre au point le cahier de charges pour l'achat de l'équipement de formation. La situation a été réglée à force de consultations intensives avec les experts techniques et les consultants. Un faible niveau de décaissement des fonds a causé des retards en Chine et en République de Moldavie, et des changements dans les choix technologiques ont entraîné des retards dans la mise en œuvre d'un projet en Maurice. À Trinité-et-Tobago, le retard dans la mise en œuvre a été causé par des problèmes de conception associés à la définition des critères de sélection pour le programme de reconversion de l'équipement de réfrigération dans un supermarché et l'adaptation de l'équipement.

10. Des changements au sein du personnel du Bureau national de l'ozone ont causé d'autres retards. Par exemple, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'administrateur du Bureau national de l'ozone a changé cinq fois pendant la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale.

11. L'instabilité politique a retardé l'approbation des mesures législatives sur les SAO, ce qui a nui à la mise en œuvre des projets. Les élections en El Salvador ont retardé le recrutement du personnel pour le Bureau national de l'ozone. Le PNUD a organisé une réunion avec le nouveau gouvernement afin d'expliquer les engagements du pays et les buts, et de suivre de près le processus d'embauche des consultants nationaux.

Enseignements tirés

12. Tous les RAP ont mentionné avoir tiré des enseignements de la mise en œuvre des projets. Voici les principaux points mentionnés.

13. En ce qui concerne la mise en œuvre :

- a) Une étude de faisabilité raisonnable et intégrée est essentielle afin que la mise en œuvre du projet se fasse en douceur;
- b) La collecte et le suivi des données doivent être améliorés afin d'obtenir des données plus régulières et plus fiables des douanes, des entreprises et des ateliers d'entretien;
- c) Les projets sur l'ozone ne devraient pas subir l'influence des motivations politiques, surtout lors du processus d'approbation du financement, car ils concernent la santé humaine et la protection de l'environnement;
- d) La souplesse et la créativité des projets, notamment lorsqu'il s'agit d'effectuer quelques réajustements, est un facteur clé du succès du projet;
- e) L'engagement politique du pays à mettre en œuvre le Protocole de Montréal est essentiel, et un Bureau national de l'ozone bien établi doté d'un personnel dédié à la gestion et à la coordination du plan de gestion de l'élimination finale a permis d'achever la mise en œuvre dans les délais prévus;
- f) La coordination, l'engagement des parties prenantes, le renforcement des capacités et la communication sont importants pour la mise en place réussie des procédures d'importation/exportation des SAO;
- g) Des technologies de remplacement du bromure de méthyle prometteuses doivent être adoptées et adaptées aux conditions locales afin de répondre aux critères de faisabilité techniques, économiques et commerciaux. Il a été important de recenser des partenaires de mise en œuvre qualifiés dès le début du processus de planification et de choisir les formateurs les plus compétents qui soient pour le programme de formation, afin que le

programme se déroule en douceur. L'intégration d'employés des entreprises contractantes aux équipes de formation a été importante, car 70 pour cent du tabac récolté au Zimbabwe est cultivé sous contrat.

14. En ce qui a trait à la disponibilité de la technologie de remplacement :
- a) Le choix de la technologie dépend des connaissances des importateurs en la matière. Il est important qu'ils participent activement à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet;
 - b) Les utilisateurs finaux étaient réfractaires à l'utilisation de technologies de remplacement, au début, mais des campagnes de sensibilisation soutenues ont aidé à assouplir leur position;
 - c) Certaines entreprises participant au programme des utilisateurs finaux ont choisi la technologie à base de HCFC-22 à cause du prix plus bas et du coût plus élevé de l'équipement moderne à base de HFC. Le coût de la nouvelle technologie est un élément important;
 - d) La formation en technologies à base d'hydrocarbures a été prématurée en Papouasie-Nouvelle-Guinée, car bien que certains équipements aient été importés au pays en 2006, l'industrie de l'entretien entretenait des doutes, même si les techniciens avaient été formés à utiliser ces frigorigènes. Le secteur minier a d'emblée fait des avancées plus rapides et plus importantes dans l'adoption des technologies à base d'hydrocarbures pour les frigorigènes. L'équipement à base d'hydrocarbures est devenu plus commun avec le temps et l'industrie est très enthousiaste à l'idée d'utiliser les hydrocarbures;
 - e) L'adaptation des climatiseurs d'automobile a suscité l'intérêt de la plupart des bénéficiaires. La vérification téléphonique aléatoire révèle que toutes les personnes ayant reconverti leur véhicule du CFC-12 au HCFC-134a sont satisfaites.
15. Au chapitre du renforcement des capacités/formation :
- a) Des exercices pratiques sont nécessaires pendant la formation, y compris une session spéciale sur le dépannage, en cas de panne d'équipement;
 - b) Les ateliers présentés pendant le déroulement du projet ont offert une belle occasion aux parties prenantes de participer à des futures activités liées au programme national d'élimination, un facteur essentiel à l'obtention du niveau de participation nécessaire et éventuellement, à l'élimination complète des CFC;
 - c) Le cours de perfectionnement a non seulement permis de mettre à jour les connaissances des techniciens a sujet des nouvelles technologies, mais leur a aussi rappelé d'appliquer les bonnes pratiques de récupération et de recyclage des CFC;
 - d) Faire la distinction entre les cours théoriques et les cours pratiques a permis de cibler différents groupes de techniciens possédant différentes compétences et différents niveaux d'habiletés, ce qui a permis d'accroître l'efficacité des cours de perfectionnement des capacités utilisant des présentations visuelles.
16. Quant aux questions culturelles, le fait que certains techniciens dans de petits ateliers en Oman ne parlent que le hindi ou l'urdu n'est pas entré en ligne de compte au début du projet. Ce facteur doit entrer en ligne de compte dans de futurs projets.

17. En ce qui a trait aux questions environnementales :

- a) Le choix des technologies de remplacement doit tenir dûment compte des enjeux, non seulement de la couche d'ozone, mais aussi de la réduction des émissions contribuant au réchauffement de la planète. Ce projet a favorisé les technologies de remplacement à base d'hydrocarbures à faible potentiel de réchauffement de la planète et à haut niveau d'efficacité, ce qui est bon pour le climat;
- b) Le projet d'encouragement pour les utilisateurs finaux commerciaux a non seulement entraîné l'adaptation à des frigorigènes écologiques, mais a aussi procuré aux bénéficiaires les avantages d'un bon entreposage à des températures stables et un bon rendement manufacturier;
- c) Les plateaux en polystyrène utilisés en grand nombre dans la technologie à plateaux flottants pour remplacer le bromure de méthyle ne sont pas biodégradables. Il faut trouver un moyen de recycler ces plateaux de plastique.

18. En ce qui concerne la mise en œuvre des sous-projets, les activités ne portant pas sur des investissements ne sont efficaces que lorsqu'elles sont appuyées par des activités d'investissement telles que des outils, afin de soutenir l'application des mesures de réglementation, de contribuer aux infrastructures et de remplacer ou adapter l'équipement, selon qu'il convient.

19. En ce qui a trait aux liens avec les politiques du Comité exécutif, l'efficacité des agences d'exécution et la coopération interagences :

- a) Les communications efficaces et opportunes entre les agences d'exécution, le Bureau national de l'ozone, les associations industrielles et l'entreprise bénéficiaire sont primordiales afin de traiter et de régler les problèmes;
- b) Un Bureau national de l'ozone actif, bien organisé et appliqué est essentiel afin que les parties prenantes profitent de l'appui nécessaire au moment opportun, car il fixe dans le temps la livraison des différents produits à livrer et facilite énormément la réalisation du projet.

20. Quant à la coopération extérieure :

- a) Utiliser les installations mises à disposition par les partenaires de la mise en œuvre du projet aide non seulement à réduire les coûts, mais procure aussi l'environnement et l'équipement nécessaires pour assurer une formation efficace;
- b) Le succès du projet de réfrigération domestique en Chine est attribuable à la bonne collaboration entre les bénéficiaires, la Direction générale étatique de la protection environnementale et l'ONUDI. Les bénéficiaires ont été choisis et leur admissibilité a été déterminée à partir de l'information fournie par la Direction générale. Les bénéficiaires ont travaillé en étroite collaboration avec l'ONUDI pendant la formulation du projet et les idées de projet pertinentes ont été développées en plans de projet opérationnels;
- c) Bien que la coordination de l'affectation et du décaissement des ressources du Fonds multilatéral aux moments opportuns, et que l'achat et la livraison de l'équipement par l'agence d'exécution ne relevaient pas du mandat du Bureau national de l'ozone, le personnel de celui-ci et les consultants nationaux ont fourni à l'agence d'exécution l'appui nécessaire pour identifier les bénéficiaires et effectuer les livraisons, et assurer le dédouanement, l'entreposage et la distribution de l'équipement.

21. En ce qui concerne l'engagement du gouvernement :
- a) Une coordination étroite avec les ministères concernées pour la surveillance des activités est une stratégie efficace pour obtenir la remise des données et des rapports dans les délais prescrits;
 - b) Le changement de représentant du gouvernement a entraîné des retards dans la mise en œuvre du projet. Il est donc important de porter une attention particulière à ces changements et de participer au processus de formation du nouveau représentant;
 - c) Le Bureau national de l'ozone du Kirghizistan a réussi à obtenir l'appui des décideurs en leur fournissant régulièrement de l'information concise sur les activités/difficultés/réussites;
 - d) Le Zimbabwe avait en place un administrateur du Bureau national de l'ozone efficace qui possédait l'autorité nécessaire au sein du ministère de l'Environnement pour assurer l'avancement des questions liées à la couche d'ozone. Ce fait a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de tous les projets d'élimination des SAO au pays.
22. En ce qui concerne le contrôle des importations :
- a) Des campagnes régulières aux douanes ont permis de repérer rapidement les besoins et les attentes d'une douane donnée et de favoriser un contrôle actif et l'échange d'information sur les exportations/importations avec les pays avoisinants;
 - b) ASYCUDA++, un système utilisé par les services douaniers, est un outil très efficace pour régler les importations lorsqu'il est utilisé correctement. En Namibie, l'utilisation de ce système a permis aux agents de douane de toujours reconnaître les importations de SAO et de communiquer avec le Bureau national de l'ozone afin de confirmer la conformité;
 - c) L'application correcte des codes douaniers à leur système ASYCUDA++, un des programmes de contrôle douanier les plus couramment utilisés, par les autorités douanières permet aux agents des douanes de contrôler les importations de manière plus efficace, comme en témoignent deux envois interceptés par les douanes à cause d'un étiquetage erroné.
23. En ce qui a trait aux politiques et au cadre de réglementation :
- a) L'application rigoureuse du programme de quotas relevant des lois nationales et le développement des conditions du marché ont été essentiels à la réalisation de l'élimination des SAO;
 - b) Les mesures de réglementation donnent d'excellents résultats lorsque toutes les parties prenantes sont engagées dès le départ dans l'élaboration des projets de réglementation;
 - c) Le programme de permis visant à limiter les importations doit être appliqué parallèlement à l'adoption de technologies de remplacement. Les mesures d'encouragement à adopter une solution de remplacement au bromure de méthyle doivent être créées en réduisant les taxes et les droits d'importation de solutions de remplacement et en appuyant financièrement les essais d'efficacité tout en augmentant les taxes et les droits d'importation du bromure de méthyle;
 - d) Le succès de la mise en œuvre de politiques dépend en grande partie de l'existence de

structures institutionnelles ayant un rôle précis. Une approche participative où les parties prenantes compétentes participent avec le secteur privé et la société civile est envisagée pendant la mise en œuvre des politiques.

24. En ce qui concerne la sensibilisation du public :

- a) De façon générale, le public connaît peu de choses au sujet de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Les campagnes de sensibilisation et d'éducation devraient donc être permanentes;
- b) La promulgation de réglementations serait difficile sans la sensibilisation du public. Le volet de la sensibilisation du public du plan national d'élimination du bromure de méthyle a aidé à minimiser la résistance à l'adoption de la réglementation pour l'élimination du bromure de méthyle.

25. En ce qui concerne la supervision et le suivi des sous-projets :

- a) Des vérifications aléatoires dans les ateliers d'entretien ont encouragé les bonnes pratiques chez les techniciens et accru la confiance des clients;
- b) Les experts de l'agence d'exécution se sont rendus régulièrement le site du projet afin d'offrir des conseils techniques, suivre les progrès, régler les différends entre les fournisseurs et les contreparties, et inspecter la qualité et la sécurité des installations. La Direction générale étatique de la protection environnementale a participé à toutes les étapes critiques au nom du gouvernement. Il y a quand même eu des lacunes dans l'acheminement de l'information entre les parties, surtout concernant les bénéficiaires nouvellement admissibles. Un acheminement correct et continu de l'information doit être maintenu;
- c) Le bureau de l'ozone a mobilisé les efforts afin de regrouper les enseignements tirés du plan de gestion des frigorigènes de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de les appliquer au plan de gestion de l'élimination finale. Par exemple, le suivi et l'évaluation entrepris à l'achèvement du projet de plan de gestion des frigorigènes ont démontré que les centres de formation établis dans les universités n'offrent pas une formation durable des techniciens d'entretien. La mise en place de centres de formation dans les écoles secondaires professionnelles qui intègrent la formation à leur programme offre une meilleure solution.

26. Quant aux questions techniques, l'achat d'équipement de réfrigération de démonstration pour l'Université technique de la République de Moldavie spécialement conçu aux fins d'utilisation dans le cadre d'une formation professionnelle a garanti un apprentissage durable.

RECOMMANDATION

27. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport global d'achèvement de projets d'accords pluriannuels contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/7;
- b) Demander aux agences bilatérales et d'exécution concernées de soumettre à la 73^e réunion les RAP d'accords pluriannuels en souffrance indiqués dans le tableau 1 du présent rapport;
- c) Inviter les participants à la préparation et la mise en œuvre des projets d'accords

pluriannuels à prendre en considération les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels lors de la préparation et de la mise en œuvre de futurs projets.

Annex I

PROJECT COMPLETION REPORT RECEIVED

Country	Agreement Title	Lead Agency	Cooperating Agency	Date Approved	Actual Date	ODP Phase-Out Approved	ODP Phase-Out Actual	Total Funds Approved	Total Funds Disbursed
Algeria	Refrigerant management plan	UNIDO		Jul-02	Nov-07	245.0	310.0	1,412,104	1,412,104
Cambodia	CFC phase out plan	UNEP	UNDP	Nov-07	Dec-10	13.5	13.5	448,226	448,226
China	Domestic Refrigeration	UNIDO	Italy	Nov-02	Dec-09	1,099.0	1,099.0	7,332,989	7,332,989
Croatia	CFC phase out plan	UNIDO	Sweden	Apr-03	Dec-08	98.0	131.0	377,154	377,154
Democratic Republic of Korea (the)	CFC phase out plan	UNEP	UNIDO	Nov-05	Apr-11	212.7	254.7	1,029,919	1,029,919
Democratic Republic of Korea (the)	CTC phase out plan	UNIDO		Dec-03	Dec-10	1,634.2	1,404.3	5,680,503	5,680,504
El Salvador	CFC phase out plan	UNDP	UNEP	Nov-07	Jun-11	46.0	46.0	564,995	564,995
Ghana	CFC phase out plan	UNDP		Nov-06	Nov-09	17.5	17.5	344,894	344,894
Honduras	Methyl bromide	UNIDO		Nov-06	Dec-11	123.6	123.6	1,806,183	1,806,183
Kyrgyzstan	CFC phase out plan	UNEP	UNDP	Nov-06	Apr-11	7.0	7.0	550,000	550,000
Lebanon	Methyl bromide Vegetables/Tobacco/Cut Flowers	UNDP		Jul-01	Dec-09	214.0	214.0	2,567,300	2,566,717
Mauritius	ODS phase out plan	Germany		Dec-03	Aug-10	4.0	6.6	212,030	212,030
Mexico	Production CFC	UNIDO		Jul-03	Dec-09	12,355.0	12,355.0	31,849,298	31,849,298
Namibia	CFC phase out plan	Germany		Dec-03	Jun-10	12.0	13.5	252,500	252,500
Oman	CFC phase out plan	UNIDO		Jul-07	Dec-11	35.0	35.0	470,000	432,703
Papua New Guinea	CFC phase out plan	Germany		Apr-03	Dec-09	35.0	35.3	700,000	700,000
Republic of Moldova (the)	CFC phase out plan	UNEP	UNDP	Jul-07	Dec-10	10.0	10.0	519,841	519,841
The former Yugoslav Republic of Macedonia,	CFC phase out plan	UNIDO		Apr-05	Dec-10	25.0	25.0	278,809	268,394
Trinidad and Tobago	CFC phase out plan	UNDP		Jul-03	Dec-08	77.0	77.0	451,536	451,587
Zimbabwe	Methyl bromide	UNIDO		Nov-05	Dec-08	170.0	170.0	3,724,970	3,724,970
Zimbabwe	CFC phase out plan	Germany		Mar-07	Apr-11	65.0	45.0	565,000	565,000